

REPUBLIQUE GABONAISE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

MISSION INTERMINISTERIELLE POUVOIRS PUBLICS

ANNEXE A LA LOI DE REGLEMENT POUR

2021

Le Rapport Annuel de Performance (RAP) est le bilan d'un exercice budgétaire, pour une mission.

La présentation du bilan pour la mission reprend :

- le bilan stratégique de la mission, avec notamment l'avancement des objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau de la mission

Chaque programme constitutif de la mission détaille les parties suivantes :

- *Le bilan stratégique du programme :*
 - o la présentation du programme
 - o l'avancement des objectifs stratégiques dans une perspective pluriannuelle, qui met en perspective les actions menées durant l'année et les années précédentes, par rapport à l'échéance de mise en œuvre de l'objectif stratégique dans son ensemble.
- *Le bilan des moyens consommés par le programme durant l'exercice budgétaire :*
 - o le récapitulatif des crédits consommés par le programme durant l'exercice budgétaire, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), et détaillés selon la nomenclature par destination (actions) et par nature (titres) ;
 - o le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau du programme.
- *Les évolutions en termes d'emplois de l'Etat et de ses opérateurs :*
 - o la présentation de la situation relative aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat en fin d'exercice.
- *L'analyse de l'utilisation des moyens mis à disposition du programme durant l'année :*
 - o la mise en évidence, pour chaque titre, des écarts entre la consommation prévue et la consommation effective des moyens, avec une explication de ces écarts.
- *Le bilan du travail avec les opérateurs au cours de l'année :*
 - o la mise en évidence, pour chaque opérateur intervenant dans le champ du programme, des moyens mis à disposition et des résultats atteints comparés aux engagements pris par l'opérateur vis-à-vis de l'Etat, et par l'Etat vis-à-vis de l'opérateur.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	2
MISSION POUVOIRS PUBLICS	5
BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION	6
PRESENTATION DE LA MISSION	6
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	7
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET ACTION	7
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET TITRE	8
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION	10
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	11
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	12
PRESENTATION DU PROGRAMME	12
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	13
COUR DE CASSATION	14
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	15
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	15
CONSEIL D'ETAT	16
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	17
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	17
COUR CONSTITUTIONNELLE	18
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	19
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	19
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	19
COUR DES COMPTES	20
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	21
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	21
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	21
ASSEMBLEE NATIONALE	22
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	23
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	23
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	23
SENAT	24

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	25
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	25
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	25

MISSION POUVOIRS PUBLICS

BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION

Le Rapport Annuel de Performance de la Mission 21 « Pouvoirs Publics » présente l'exécution, des crédits mis à la disposition des institutions de la République, associées à chaque dotation.

Cette annexe au projet de loi de règlement rend compte, pour chaque dotation de la mission, de l'exécution des moyens consommés et contenus dans les projets annuels de performances (PAP) au cours de l'exercice budgétaire 2019.

Pour ce faire, les institutions ci-après sont concernés par la justification de crédits mis à la disposition des responsables desdites institutions et service administratif :

- Cour de Cassation ;
- Cour des Comptes ;
- Conseil d'Etat ;
- Présidence de la République ;
- Assemblée Nationale ;
- Sénat ;
- Cour Constitutionnelle.

Eu égard aux objectifs poursuivis par les lois de finances notamment celui de *rendre compte de son exécution*, les dotations des institutions ne sont pas soumis à la démarche de performance. Les crédits y afférents sont regroupées sous les titres 2, 3, 4, et 5 des dépenses budgétaires de l'État.

Ainsi, conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe le montant des crédits inscrits et consommés par dotation et par titre pour l'année en 2019. Les crédits budgétaires figurant dans les tableaux du présent document sont présentés en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

PRESENTATION DE LA MISSION

PERIMETRE DE LA MISSION

PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE

PRINCIPALES REFORMES

AVANCEMENT DES OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION

Ce programme n'est pas soumis à la démarche de performance.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2021 (a)	AE engagées en 2021 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2021 (c)	CP consommés en 2021 (d)	Ecart (c) – (d)
21.234: Cour de Cassation	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975
21.234.1:Cour de Cassation	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975
21.241:Cour des Comptes	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612
21.241.1:Cour des Comptes	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612
21.248:Conseil d'Etat	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925
21.248.1:Conseil d'Etat	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925
21.717:Présidence de la République	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261
21.717.1:Présidence de la République	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261
21.724:Assemblée Nationale	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427
21.724.1:Assemblée Nationale	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427
21.731:Sénat	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975
21.731.1:Sénat	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975
21.738:Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781
21.738.1:Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781
Total pour la mission	90 829 804 243	82 861 688 594	- 7 968 115 649	90 829 804 243	82 861 688 594	- 7 968 115 649

Explication des principaux écarts :

En 2021, la mission "Pouvoirs Publics" a globalement consommé **82 861 688 594 FCFA** sur les **90 829 804 243 FCFA** autorisés, soit un écart global de **- 7 968 115 649 FCFA**.

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes	AE engagées en 2021	Ecart	CP ouverts	CP consommés en 2021	Ecart
	en LF pour 2021	(b)	(a – b)	en LF	(d)	(c) – (d)
	(a)			pour 2021		
				(c)		
21.234:Cour de Cassation	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975
2:dépenses de personnel	3 669 145 512	225 000 000	- 3 444 145 512	3 669 145 512	225 000 000	- 3 444 145 512
3:dépenses de biens et services	245 821 165	263 062 382	17 241 217	245 821 165	263 062 382	17 241 217
4:dépenses de transfert	77 271 200	65 680 520	- 11 590 680	77 271 200	65 680 520	- 11 590 680
5:dépenses d'investissement	100 000 000	56 700 000	- 43 300 000	100 000 000	56 700 000	- 43 300 000
21.241 :Cour des Comptes	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612
2:dépenses de personnel	2 552 467 008	28 400 000	- 2 524 067 008	2 552 467 008	28 400 000	- 2 524 067 008
3:dépenses de biens et services	851 000 000	1 413 275 620	562 275 620	851 000 000	1 413 275 620	562 275 620
4:dépenses de transfert	12 500 000	3 177 405 000	3 164 905 000	12 500 000	3 177 405 000	3 164 905 000
5:dépenses d'investissement	1 000 000 000	840 000 000	- 160 000 000	1 000 000 000	840 000 000	- 160 000 000
21.248 : Conseil d'Etat	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925
2:dépenses de personnel	872 586 924	4 155 999	- 868 430 925	872 586 924	4 155 999	- 868 430 925
3:dépenses de biens et services	887 250 000	639 800 000	- 247 450 000	887 250 000	639 800 000	- 247 450 000
4:dépenses de transfert	1 000 000	850 000	- 150 000	1 000 000	850 000	- 150 000
5:dépenses d'investissement	500 000 000	283 500 000	- 216 500 000	500 000 000	283 500 000	- 216 500 000
21.717: Présidence de la République	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261
2:dépenses de personnel	6 486 769 672	20 710 000	- 6 466 059 672	6 486 769 672	20 710 000	- 6 466 059 672
3:dépenses de biens et services	8 236 209 603	23 203 546 626	14 967 337 024	8 236 209 603	23 203 546 626	14 967 337 024
4:dépenses de transfert	924 749 020	440 086 667	- 484 662 353	924 749 020	440 086 667	- 484 662 353
5:dépenses d'investissement	4 250 000 000	2 057 509 262	- 2 192 490 738	4 250 000 000	2 057 509 262	- 2 192 490 738
21.724:Assemblée Nationale	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427
2:dépenses de personnel	7 593 361 427	2 908 800 000	- 4 684 561 427	7 593 361 427	2 908 800 000	- 4 684 561 427
3:dépenses de biens et services	14 194 153 700	15 710 153 700	1 516 000 000	14 194 153 700	15 710 153 700	1 516 000 000
4:dépenses de transfert	3 945 429 782	3 945 429 782	- 0	3 945 429 782	3 945 429 782	- 0
5:dépenses d'investissement	8 500 000 000	2 800 000 000	- 5 700 000 000	8 500 000 000	2 800 000 000	- 5 700 000 000
21.731:Sénat	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975
2:dépenses de personnel	6 214 561 237	1 599 425 918	- 4 615 135 319	6 214 561 237	1 599 425 918	- 4 615 135 319
3:dépenses de biens et services	7 260 000 000	8 803 671 172	1 543 671 172	7 260 000 000	8 803 671 172	1 543 671 172
4:dépenses de transfert	1 982 828 828	1 510 025 000	- 472 803 828	1 982 828 828	1 510 025 000	- 472 803 828
5:dépenses d'investissement	1 500 000 000	1 260 000 000	- 240 000 000	1 500 000 000	1 260 000 000	- 240 000 000
21.738: Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781
2:dépenses de personnel	2 456 934 547	373 500 000	- 2 083 434 547	2 456 934 547	373 500 000	- 2 083 434 547
3:dépenses de biens et services	5 285 972 500	8 994 972 500	3 709 000 000	5 285 972 500	8 994 972 500	3 709 000 000
4:dépenses de transfert	229 792 118	229 792 117	- 1	229 792 118	229 792 117	- 1
5:dépenses d'investissement	1 000 000 000	2 006 236 329	1 006 236 329	1 000 000 000	2 006 236 329	1 006 236 329
Total pour la mission	90 829 804 243	82 861 688 594	- 7 968 115 649	90 829 804 243	82 861 688 594	- 7 968 115 649
Dont:						
2:dépenses de personnel	29 845 826 327	5 159 991 917	- 24 685 834 410	29 845 826 327	5 159 991 917	- 24 685 834 410
3:dépenses de biens et services	36 960 406 968	59 028 482 000	22 068 075 033	36 960 406 968	59 028 482 000	22 068 075 033

4:dépenses de transfert	7 173 570 948	9 369 269 086	2 195 698 138	7 173 570 948	9 369 269 086	2 195 698 138
5:dépenses d'investissement	16 850 000 000	9 303 945 591	- 7 546 054 409	16 850 000 000	9 303 945 591	- 7 546 054 409

Explication des principaux écarts :

La consommation des crédits de la mission "Pouvoirs Publics" par titre se présente comme suit :

- Titre 2 « dépenses de personnel » : **29 845 826 327 FCFA** consommés sur **5 159 991 917 FCFA** inscrits, soit un écart de **- 24 685 834 410 FCFA**.
- Titre 3 « dépenses de biens et services » : **36 960 406 968 FCFA** consommés contre **59 028 482 000 FCFA** inscrits, soit un dépassement de **22 068 075 033 FCFA**.
- Titre 4 « dépenses de transfert » : **7 173 570 948 FCFA** exécutés contre **9 369 269 086 FCFA** de crédits octroyés, soit un écart de **2 195 698 138 FCFA**. Il s'explique par des crédits additionnels obtenus, au cours de l'exercice budgétaire, par la Cour des Comptes ;
- Titre 5 « dépenses d'investissement » : **16 850 000 000 FCFA** de crédits consommés sur **9 303 945 591 FCFA** octroyés, soit un écart de **-7 546 054 409 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION

Récapitulatif des mouvements par titre

Titres	Nature des mouvements d'AE		
	Transferts	Virements	Annulations
Titre 1			
Titre 2			
Titre 3			
Titre 4			
Titre 5	57 490 738		
Titre 6			
Total des mouvements des AE	57 490 738		

Titres	Nature des mouvements de CP			
	Transferts	Virements	Annulations	Reports
Titre 1				
Titre 2				
Titre 3				
Titre 4				
Titre 5	57 490 738			
Titre 6				
Total des mouvements de CP	57 490 738	-		-

Explication du total des mouvements d'AE et de CP :

Le montant total des mouvements AE est égal au montant total des mouvements CP.

Le montant total des transferts de la mission "Pouvoirs publics", au cours de l'exercice budgétaire 2021, se chiffre à **57 490 738 FCFA** essentiellement pour le titre 5. Ils proviennent du programme 21.717: Présidence de la République.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2021 (a)	AE engagées en 2021 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2021 (c)	CP consommés en 2021 (d)	Ecart (c) – (d)
21.717:Présidence de la République	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261
21.717.1:Présidence de la République	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261	19 897 728 295	25 721 852 555	5 824 124 261
2:dépenses de personnel	6 486 769 672	20 710 000	- 6 466 059 672	6 486 769 672	20 710 000	- 6 466 059 672
3:dépenses de biens et services	8 236 209 603	23 203 546 626	14 967 337 024	8 236 209 603	23 203 546 626	14 967 337 024
4:dépenses de transfert	924 749 020	440 086 667	- 484 662 353	924 749 020	440 086 667	- 484 662 353
5:dépenses d'investissement	4 250 000 000	2 057 509 262	- 2 192 490 738	4 250 000 000	2 057 509 262	- 2 192 490 738

Présentation des principaux écarts :

La Présidence de la République a bénéficié, dans la loi de finances 2021, d'une enveloppe budgétaire de **19 897 728 295 FCFA**. La consommation des crédits est évaluée **25 721 852 555 FCFA**, soit un écart de **5 824 124 261 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Le programme 21.717 Présidence de la République a effectué un transfert en Titre 5 de **57 490 738 FCFA** pour le programme 30.998: Dotation pour fonds d'études sectorielles.

COUR DE CASSATION

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Numéro et intitulé de l'action et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2021 (a)	AE engagées en 2021 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2021 (c)	CP consommés en 2021 (d)	Ecart (c) – (d)
21.234:Cour de Cassation	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975
21.234.1:Cour de Cassation	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975	4 092 237 877	610 442 902	- 3 481 794 975
2:dépenses de personnel	3 669 145 512	225 000 000	- 3 444 145 512	3 669 145 512	225 000 000	- 3 444 145 512
3:dépenses de biens et services	245 821 165	263 062 382	17 241 217	245 821 165	263 062 382	17 241 217
4:dépenses de transfert	77 271 200	65 680 520	- 11 590 680	77 271 200	65 680 520	- 11 590 680
5:dépenses d'investissement	100 000 000	56 700 000	- 43 300 000	100 000 000	56 700 000	- 43 300 000

Présentation des principaux écarts :

Pour l'exercice budgétaire 2021, la dotation budgétaire de la Cour de Cassation se chiffrait **4 092 237 877 FCFA** et exécutée à hauteur de **610 442 902 FCFA**, soit un écart de **-3 481 794 975 FCFA** de consommation des crédits.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Pas de mouvements dans ce programme.

CONSEIL D'ETAT

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Numéro et intitulé de l'action et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2021 (a)	AE engagées en 2021 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2021 (c)	CP consommés en 2021 (d)	Ecart (c) – (d)
21.248:Conseil d'Etat	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925
21.248.1:Conseil d'Etat	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925	2 260 836 924	928 305 999	- 1 332 530 925
2:dépenses de personnel	872 586 924	4 155 999	- 868 430 925	872 586 924	4 155 999	- 868 430 925
3:dépenses de biens et services	887 250 000	639 800 000	- 247 450 000	887 250 000	639 800 000	- 247 450 000
4:dépenses de transfert	1 000 000	850 000	- 150 000	1 000 000	850 000	- 150 000
5:dépenses d'investissement	500 000 000	283 500 000	- 216 500 000	500 000 000	283 500 000	- 216 500 000

Présentation des principaux écarts :

Le Conseil d'Etat a consommé un montant de crédits se chiffrant à **2 260 836 924 FCFA** sur les **928 305 999 FCFA** de crédits inscrits dans la loi de finances 2021.

COUR CONSTITUTIONNELLE

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Numéro et intitulé de l'action et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2021 (a)	AE engagées en 2021 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2021 (c)	CP consommés en 2021 (d)	Ecart (c) – (d)
21.738:Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781
21.738.1:Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781	8 972 699 165	11 604 500 946	2 631 801 781
2:dépenses de personnel	2 456 934 547	373 500 000	- 2 083 434 547	2 456 934 547	373 500 000	- 2 083 434 547
3:dépenses de biens et services	5 285 972 500	8 994 972 500	3 709 000 000	5 285 972 500	8 994 972 500	3 709 000 000
4:dépenses de transfert	229 792 118	229 792 117	- 1	229 792 118	229 792 117	- 1
5:dépenses d'investissement	1 000 000 000	2 006 236 329	1 006 236 329	1 000 000 000	2 006 236 329	1 006 236 329

Présentation des principaux écarts :

La Cour Constitutionnelle a reçu, dans la loi de finances 2021, une dotation budgétaire de **8 972 699 165 FCFA**. Elle a exécuté un niveau de crédits de **11 604 500 946 FCFA**, soit un dépassement de **2 631 801 781 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Le programme n'a pas enregistré de transferts de crédits.

COUR DES COMPTES

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Numéro et intitulé de l'action et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2021 (a)	AE engagées en 2021 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2021 (c)	CP consommés en 2021 (d)	Ecart (c) – (d)
21.241 :Cour des Comptes	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612
21.241 :Cour des Comptes	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612	4 415 967 008	5 459 080 620	1 043 113 612
2:dépenses de personnel	2 552 467 008	28 400 000	- 2 524 067 008	2 552 467 008	28 400 000	- 2 524 067 008
3:dépenses de biens et services	851 000 000	1 413 275 620	562 275 620	851 000 000	1 413 275 620	562 275 620
4:dépenses de transfert	12 500 000	3 177 405 000	3 164 905 000	12 500 000	3 177 405 000	3 164 905 000
5:dépenses d'investissement	1 000 000 000	840 000 000	- 160 000 000	1 000 000 000	840 000 000	- 160 000 000

Présentation des principaux écarts :

En 2021, la Cour des Comptes a bénéficié d'une dotation budgétaire de **4 415 697 008 FCFA**. Cette institution a exécuté un niveau de crédits de **5 459 080 620 FCFA**, soit un écart de **1 043 113 612 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Pas de mouvements pour ce programme.

ASSEMBLEE NATIONALE

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Numéro et intitulé de l'action et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2021 (a)	AE engagées en 2021 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2021 (c)	CP consommés en 2021 (d)	Ecart (c) – (d)
21.724:Assemblée Nationale	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427
21.724.1:Assemblée Nationale	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427	34 232 944 909	25 364 383 482	- 8 868 561 427
2:dépenses de personnel	7 593 361 427	2 908 800 000	- 4 684 561 427	7 593 361 427	2 908 800 000	- 4 684 561 427
3:dépenses de biens et services	14 194 153 700	15 710 153 700	1 516 000 000	14 194 153 700	15 710 153 700	1 516 000 000
4:dépenses de transfert	3 945 429 782	3 945 429 782	- 0	3 945 429 782	3 945 429 782	- 0
5:dépenses d'investissement	8 500 000 000	2 800 000 000	- 5 700 000 000	8 500 000 000	2 800 000 000	- 5 700 000 000

Présentation des principaux écarts :

L'Assemblée Nationale a consommé **34 232 944 909 FCFA** de crédits sur les **25 364 383 482 FCFA** de crédits inscrits, soit un écart de **-8 868 561 427 FCFA**. Cet écart serait notamment lié aux faibles exécutions des dépenses d'investissement.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Transferts

Pas de mouvements pour ce programme.

SENAT

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Numéro et intitulé de l'action et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2021 (a)	AE engagées en 2021 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2021 (c)	CP consommés en 2021 (d)	Ecart (c) – (d)
21.731:Sénat	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975
21.731.1:Sénat	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975	16 957 390 065	13 173 122 090	- 3 784 267 975
2:dépenses de personnel	6 214 561 237	1 599 425 918	- 4 615 135 319	6 214 561 237	1 599 425 918	- 4 615 135 319
3:dépenses de biens et services	7 260 000 000	8 803 671 172	1 543 671 172	7 260 000 000	8 803 671 172	1 543 671 172
4:dépenses de transfert	1 982 828 828	1 510 025 000	- 472 803 828	1 982 828 828	1 510 025 000	- 472 803 828
5:dépenses d'investissement	1 500 000 000	1 260 000 000	- 240 000 000	1 500 000 000	1 260 000 000	- 240 000 000

Présentation des principaux écarts :

Le Sénat a bénéficié d'une dotation budgétaire de **16 957 390 065 FCFA** dans la loi de finances 2021. Le budget de cette institution a été exécuté à hauteur de **13 173 122 090 FCFA**, soit un écart de **-3 784 267 975 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Pas de mouvements pour ce programme.